

LA POLÉMIQUE MALATESTA/ANSALDI (1922) RÉPUBLICANISME SOCIAL ET ANARCHISME QU'EST-CE QUE LA RÉPUBLIQUE SOCIALE?

Umanità nova - 2 avril 1922

En vue du Congrès républicain qui aura lieu à Trieste, Carlo Francesco Ansaldi nous envoie un article qui veut contribuer à donner à son parti une «*orientation plus résolument sociale et révolutionnaire*».

Nous ne pouvons pas publier intégralement son article, parce qu'il s'étend un peu trop sur des problèmes internes de son parti qui n'intéresseraient pas nos lecteurs. Mais nous reproduisons ci-dessous les passages principaux parce qu'ils montrent bien quel est l'état d'esprit des jeunes républicains actuellement et parce qu'ils nous offrent l'occasion de faire quelques remarques et de formuler certaines questions auxquelles nous aimerions qu'Ansaldi veuille bien répondre (Ansaldi ou tout autre républicain compétent et calme comme lui).

Ansaldi écrit:

«*Les rapports de la direction du parti... révèlent clairement non seulement la droiture morale et politique qui a présidé à ses actes mais encore l'orientation qu'elle a donnée au parti, dans un effort tenace de volonté: c'est une orientation intransigeante, dirons-nous - c'est-à-dire opposée à toute attitude hésitante, à tout compromis, à tout démocratisme qui s'inclinerait servilement devant les institutions actuelles - et c'est en même temps une orientation résolument «sociale», de sorte que le parti républicain, qui a toujours eu soin de se distinguer de tous les autres partis, apparaît chaque jour davantage comme un parti essentiellement prolétaire et révolutionnaire. Cela ne semble peut-être pas encore très évident, du fait que les rapporteurs du parti sont constamment soucieux de se défendre contre toute attaque et de trouver un juste point d'équilibre, mais c'est bien là l'orientation effective de la direction actuelle du parti et la physionomie, dirons-nous, qu'elle a donnée au parti, réussissant par là à lui gagner toujours plus de sympathies et à réunir toujours plus de partisans.*

Après la guerre, le parti était désorganisé du point de vue technique et désorienté du point de vue politique. Les républicains revenus du front ne retrouvaient même plus leurs sections et se retrouvaient isolés et déconsidérés face au bouillonnement des idées violemment et chaotiquement révolutionnaires.

Aujourd'hui, le parti républicain a surmonté le danger qui le menaçait s'enfermer dans un snobisme qui a été quelque peu la tendance psychologique de certains de ses membres les plus remarquables. Faire du républicanisme une forme de religiosité et de mysticisme inefficaces et stériles, c'est désormais ancien et dépassé. Aujourd'hui, grâce à l'orientation prise par le parti, l'idée républicaine est certes riche et imprégnée de spiritualisme mais elle répond également à la réalité sociale et économique du moment. A l'orgueil plutôt vain et rhétorique de ceux qui affirmaient que le républicanisme était et devait être le privilège doctrinaire d'un petit nombre, une sorte d'aristocratie de la pensée et de l'esprit, a succédé aujourd'hui la conviction que le républicanisme n'a de valeur que dans la mesure où il est un parti organisé, un parti de masse même, résolument orienté vers les réformes sociales les plus hardies.

Il est impossible que le Congrès donne un autre caractère au parti; on ne retourne pas en arrière. Les survivants du républicanisme de l'ancien temps sont peu nombreux et isolés. C'est à leur inaction, à leur rhétorique chauvine, à leur politique parfois aventuriste et à leurs ambitions personnelles qu'on doit ce

fait peu glorieux dans la vie de notre parti: la conviction qui s'était répandue en Italie - et des expressions consacrées l'attestent - que la république ne se ferait jamais... parce que les républicains eux-mêmes n'en voulaient pas!».

Nous avons de la sympathie pour les républicains parce que nous partageons la même haine pour les institutions de la monarchie et parce que nous savons que nous trouverons en eux de courageux compagnons dans la lutte contre la monarchie. De plus, nous connaissons l'esprit révolutionnaire, égalitaire et libertaire de la plus grande partie des républicains, en particulier quand ce sont des prolétaires. Nous ne désespérons pas de les avoir à nos côtés, y compris après que les institutions actuelles auront été abattues.

C'est pourquoi il nous paraît important de bien établir la différence qu'il y a entre notre programme et celui des républicains. Peut-être beaucoup de républicains s'apercevront-ils, en approfondissant leurs idées et en s'interrogeant vraiment, qu'ils sont anarchistes dans l'âme et peut-être viendront-ils ouvertement à nous.

Nous n'allons pas discuter ici le but final vers lequel nous tendons, l'idéal qui nous anime et nous entraîne, les uns et les autres.

Les républicains, ceux d'entre eux du moins qui disent vouloir la «*république sociale*», pourraient facilement démontrer qu'ils aspirent à cette justice, à cette fraternité entre les hommes et entre les peuples, à cette liberté, à cette élévation de la conscience de l'homme et de ses conditions de vie auxquelles nous aspirons et auxquelles aspirent - reconnaissons-le au nom de la vérité - les socialistes, les communistes et aussi de nombreux partisans d'une démocratie indéterminée.

Mais la méthode, la voie que l'on prend, compte tout autant dans l'évolution historique que le but qu'on veut atteindre, et souvent beaucoup plus.

Celui qui prend le chemin de l'Équateur pour aller au pôle n'arrivera pas au pôle, c'est certain; ou, s'il persiste, il arrivera au pôle opposé à celui qu'il voulait atteindre.

Le républicanisme peut bien être un ensemble de doctrines répondant à un certain idéal et il peut y avoir, en théorie, de multiples genres de républicains. Mais la république, c'est aussi une forme de gouvernement et elle peut produire des effets bien différents de ceux que les républicains se proposent d'obtenir.

Et de fait, si on regarde l'histoire de l'Europe et de l'Amérique, toutes les républiques, nées de la propagande, du travail, des souffrances d'idéalistes généreux qui ont versé leur sang, ont abouti à consolider le privilège de quelques-uns et l'oppression des masses laborieuses.

Le fait de donner le qualificatif de sociale à la république à laquelle on aspire n'y change rien.

La république est un gouvernement qui s'impose au peuple, qui le dirige, qui l'éduque et... qui en fait ce qu'elle veut. Elle dispose d'une force armée et elle oblige par la force les réticents à subir la loi. Et, comme tous les gouvernements, la seule limite à sa volonté envahissante est la résistance des gouvernés et sa peur d'une éventuelle insurrection.

Et le gouvernement, c'est qui?

Les républicains supposent - et c'est tout à fait gratuit - que ce sont les plus vertueux, les plus intelligents, les plus dévoués qui iront au gouvernement, ceux qui ont lutté et souffert de façon désintéressée pour la république. Mais ils oublient de nous dire par quel mécanisme ou par quel miracle ce seront justement ceux qui pourraient le mieux exercer le pouvoir dans l'intérêt du peuple et du progrès de tous qui se retrouveront investis du pouvoir.

Nous n'évoquerons pas ici les raisons d'ordre supérieur qui font que nous n'admettons pas de gouvernement, que ce soit le gouvernement d'une majorité ou celui d'une minorité. Nous nous placerons du point de vue des républicains, c'est-à-dire de ceux qui admettent la légitimité et la possibilité d'un gouvernement qui ne serait pas l'instrument de domination d'une classe.

Nous ne voyons que deux façons possibles de remplacer l'actuel gouvernement monarchique par un nouveau gouvernement.

Soit la dictature d'un petit nombre qui réussirait à s'imposer par la force et qui devrait veiller à consolider son pouvoir et à s'entourer de prétoriens pour essayer d'imposer ses idées, toujours par la force. Soit la prétendue souveraineté populaire, exercée par les élus du suffrage plus ou moins universel.

Nous ne parlerons pas de la dictature parce que nous ne pensons pas qu'elle ait des partisans parmi les républicains, particulièrement après la désastreuse expérience russe qui n'était rien d'autre, en définitive, qu'une tentative pour instaurer une république sociale.

Il reste le système démocratique: le gouvernement formé par la majorité des élus à la majorité des électeurs.

Quelle peut être la valeur de cette majorité?

Le seul fait d'avoir expulsé la monarchie ne suffit pas à changer les rapports existants entre les différentes classes sociales, ni les conditions d'infériorité morale et matérielle qui sont celles de la grande masse de la population. C'est pourquoi la «*Constituante*» élue au nom de la république, ne vaudrait pas mieux que le Parlement élu au nom du roi: quelques violences jaunes remplaceraient quelques violences rouges dans les luttes électorales, il y aurait quelques modifications chez les notables qui auraient réussi à se faire élire - mais la masse des députés resterait la même que maintenant: ce seraient sinon les mêmes députés, du moins le même genre de députés, et ils auraient soin non pas de faire la république «*sociale*» mais de rendre les nouvelles institutions inoffensives ou avantageuses pour les privilégiés du capital.

Avant de constituer la nouvelle légalité, il faudrait, dans les faits, exproprier les capitalistes, donner aux paysans et aux ouvriers la terre et les instruments de travail, c'est-à-dire pousser les ouvriers et les paysans à se rendre eux-mêmes maîtres de toute la richesse sociale; détruire les banques, les prisons, les tribunaux; faire en sorte que la nouvelle vie sociale soit directement organisée par les intéressés... Mais cela, c'est l'anarchisme et non pas la république!

Est-ce que nos amis républicains sont d'accord?

Et sinon, qu'ils nous disent comment ils pensent, eux, surmonter la difficulté.

Errico MALATESTA.
